



**ACAT**  
france

Livret d'accompagnement

L'ACAT soutient  
*When mother's away*





# Présentation de notre campagne, *Vietnam, le connaissez-vous vraiment ?*

L'ACAT, en tant qu'association de défense des droits humains, est particulièrement attentive à la situation des défenseurs des droits humains à travers le monde. Elle les soutient dans leurs combats, dénonce leurs arrestations et leurs conditions de détention.

Malgré les signes trompeurs d'ouverture envoyés par son gouvernement au reste du monde, le Vietnam demeure le pays de la région Est et Sud-Est de l'Asie qui criminalise le plus les défenseurs des droits humains. Depuis 2016, la répression s'accroît, avec une accélération des arrestations et condamnations lourdes. 2018 aura été marquée par le renforcement des relations stratégiques entre la France et le Vietnam. L'occasion pour la France de rappeler à son partenaire l'importance et l'urgence d'honorer ses engagements internationaux en faveur de la protection des défenseurs des droits humains. Pour faire la lumière sur cette réalité méconnue l'ACAT lance sa campagne *Vietnam : le connaissez-vous vraiment ?*

Au cœur de de cette campagne se trouvent trois défenseurs des droits humains vietnamiens : Tran Thi Nga, Nguyen Trung Ton et Le Dinh Luong. Tous les trois condamnés à des peines allant de 9 ans à 20 ans de prison, l'ACAT souhaite mobiliser les autorités françaises et l'opinion publique pour obtenir leur libération.

## Les actions de l'ACAT pour une autre défenseure :

### Mère champignon

C'est en mai 2017 que l'ACAT lançait son premier appel urgent pour alerter sur la situation de Nguyen Ngoc Nhu Quynh (alias Me Nam), arrêtée en octobre 2016. Cette défenseure et bloggeuse dénonçait depuis plusieurs mois sur les réseaux sociaux la catastrophe écologique causée par la compagnie sidérurgique Formosa. Coupée immédiatement de ses proches après son arrestation, Me Nam, Mère champignon en français (surnom que lui a donné sa fille) a finalement été condamnée à 10 ans de prison le 29 juin 2017 au titre de l'article 88 du Code pénal, pour « diffusion de propagande ».

Derrière elle, sa mère, sa grand-mère et ses deux enfants ont dû faire face à son absence. C'est à ce moment précis qu'un défenseur, en lien avec l'ONG vietnamienne VOICE a décidé d'agir. Le film *When Mother's Away* a été tourné au sein du foyer de Me Nam alors qu'elle se trouvait dans les geôles vietnamiennes. Depuis, la défenseure a été libérée, puis extradée avec sa famille aux États-Unis. Dans le cadre de sa campagne, l'ACAT a décidé de soutenir et diffuser ce documentaire, unique en son genre, qui illustre la vie des proches d'une ancienne prisonnière politique. Ce film, qui nous plonge dans l'intimité de la famille de Me Nam, tire une partie de sa force de ses conditions de tournage, souvent risquées, parfois en caméra cachée. Enfin, il offre un point de vue inédit sur un Vietnam loin des cartes postales, au cœur des préoccupations de ses citoyens.

C'est pour toutes ces raisons que l'ACAT a décidé de faire de ce film un outil de sensibilisation du grand public afin d'alerter les français sur la situation des droits humains au Vietnam.

Bonne projection !

# Fiche technique

Format : Moyen-métrage

Durée : 41 mn

Producteur : VOICE

L'ONG VOICE a débuté ses activités en 1997 à Manille pour venir en aide aux réfugiés vietnamiens ayant fui leur pays à la suite de la fin de la guerre du Vietnam et jusque dans les années 1980. Ces rescapés des « boat people » étaient disséminés dans plusieurs pays d'Asie du Sud-Est et VOICE travaillait à les réinstaller dignement. Peu à peu, ses travaux se sont tournés vers la diaspora vietnamienne en générale. Aujourd'hui, elle entend redonner du pouvoir à la société civile en lui fournissant les moyens nécessaires pour se faire entendre. À ce titre, elle met en place des programmes de formation à destination des Vietnamiens en exil. C'est dans le cadre d'une de ces formations que Clay Pham a mis en place son projet de documentaire.



Réalisateur : Clay Pham

Clay Pham est lui-même militant pour les droits humains. À l'issue de sa formation, il a lancé son projet de tournage au sein de la famille de Me Nam. À travers son moyen-métrage, il souhaite alerter sur les conditions dans lesquelles les familles des prisonniers politiques vivent durant la détention de leurs proches. Depuis, son film a été projeté dans plus d'une quinzaine de pays : au Vietnam, aux Philippines, en Thaïlande, en Corée du Sud, à Taïwan, au Japon, en Australie, aux États-Unis, au Canada, en Norvège, en Allemagne, au Danemark, en France, au Royaume-Uni, en Belgique et en République Tchèque. Ce projet n'était pas sans risques. Dans le documentaire, certaines images sont par exemples tournées en caméra cachée et le public devine facilement que le foyer de Me Nam subit des pressions et des intimidations quotidiennes.

Depuis le tournage, Clay Pham se cache car il craint des représailles.

# Contexte de la répression contre les défenseurs des droits humains au Vietnam

Aujourd'hui, les autorités vietnamiennes traitent les défenseurs des droits humains comme de véritables ennemis de l'État. Afin de les réduire au silence, le parti au pouvoir a recours, avec la complicité de la justice, à des lois vagues laissant une grande place à l'arbitraire. Plus d'une centaine de défenseurs des droits humains se trouve actuellement derrière les barreaux.

Les difficiles conditions de détention des défenseurs des droits humains et l'usage de la torture sont des moyens pour les autorités de bâillonner la dissidence et de décourager les communautés de se mobiliser. Ces dernières années, la répression s'est accentuée et les peines prononcées se sont rallongées. Le Vietnam cherche désormais à éloigner les défenseurs les plus influents en les exilant de force sous couvert de remise en liberté, afin de couper les liens qui les unissent à la communauté qu'ils défendent.

## 42ans

Que le Vietnam est dirigé par un régime autoritaire à parti unique : le Parti communiste vietnamien.

## +100

Défenseurs des droits humains en détention aujourd'hui, potentiellement jusqu'à 200.

## 20ans

La peine maximale prononcée à ce jour contre un défenseur des droits humains <sup>(1)</sup>.

Source chiffres : (1) [www.frontlinedefenders.org/fr/case/le-dinh-luong-trial](http://www.frontlinedefenders.org/fr/case/le-dinh-luong-trial)

# Questions-réponses

## 1-Où en est la liberté d'expression au Vietnam ?

Dirigé par le Parti communiste vietnamien depuis 1976, le Vietnam est classé à la 175<sup>ème</sup> place sur 180 au classement mondial de la liberté de la presse de Reporters sans Frontières.

À ce jour, il n'existe aucun média indépendant du gouvernement. Les seules sources d'information fiables demeurent les blogueurs comme Me Nam et les autres défenseurs soutenus par l'ACAT, qui documentent directement depuis le terrain les difficultés rencontrées par leurs concitoyens, ainsi que les violations des droits humains commises par le gouvernement. Cependant, ces journalistes-citoyens voient aussi leurs droits de réunion et d'association se réduire drastiquement. Les manifestations pacifiques sont violemment réprimées et se soldent notamment par des arrestations massives. Ceux qui organisent des mobilisations privées sont intimidés par la police et des hommes en civil, souvent de mêche avec les forces de l'ordre.

De manière générale, le gouvernement ne tolère aucune critique : leurs auteurs, s'ils ne sont pas passés à tabac, sont arrêtés, jugés puis condamnés à des peines très lourdes.

## 2- À quoi est dû le regain de répression contre les opposants politiques au Vietnam ?

Ce regain de répression est dû notamment à une crise écologique sans précédent causée par l'usine de sidérurgie taïwanaise Formosa. En avril 2016, l'entreprise a déversé des tonnes de déchets toxiques sur les côtes de quatre provinces du Vietnam, entraînant la mort de milliers d'espèces marines. Derrière le désastre écologique, cela représente également d'immenses pertes pour les populations de pêcheurs de la région (environ 10 millions de personnes). Plusieurs blogueurs et défenseurs des droits humains ont dénoncé ce scandale et aidé les victimes à constituer des dossiers pour exiger des réparations. Les 500 millions d'euros de dédommagement versés par la firme taïwanaise ne sont en effet jamais arrivés dans les poches des victimes.

En réaction, le gouvernement vietnamien a arrêté bon nombre de ces défenseurs. Les condamnations se sont accrues avec des peines inédites pouvant aller jusqu'à 20 ans de prison.

L'accélération de la répression a également coïncidé avec l'arrivée au sommet du Parti d'une frange de dirigeants conservateurs, et avec l'arrivée au pouvoir de Donald Trump, dont la politique étrangère a levé un important mécanisme de pression sur le sujet des droits humains.

En 2018, la société civile s'est aussi beaucoup mobilisée contre un projet de loi sur la cyber sécurité, qui renforce la censure en ligne et criminalise davantage la liberté d'expression. La loi est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2019 et pourrait mener à davantage d'arrestations.

### **3- Pourquoi le cas de Me Nam est-il représentatif de la destinée d'autres défenseurs des droits humains vietnamiens ? Que devient-elle aujourd'hui ?**

Comme d'autres défenseurs des droits humains, Me Nam agit sur le web, et notamment sur Facebook. En plus d'être très sensible à la cause environnementale, elle dénonçait avant son arrestation les abus du pouvoir vis-à-vis d'autres défenseurs, ainsi que les violences policières.

Comme beaucoup d'autres, Me Nam a été victime de pressions physiques et psychologiques croissantes en prison. Tout d'abord, les autorités ont cherché à la couper de son réseau de soutien en la transférant dans une geôle située à 1200km de ses proches. Une pratique malheureusement très courante au Vietnam. À plusieurs reprises, sa famille s'est vu refuser son droit de visite. Me Nam a aussi été détenue dans des conditions très difficiles : ses codétenues, de mèche avec les gardiens, l'ont menacée de mort à plusieurs reprises, l'ont insultée et intimidée afin de la faire craquer psychologiquement. À cela s'ajoutent la fatigue et les soucis de santé dus à une mauvaise nourriture, au manque de lumière et à l'absence de suivi médical.

Me Nam, dont l'état psychologique s'est considérablement dégradé en prison, a finalement été libérée en octobre 2018. Cette libération, loin d'être le signe d'un apaisement du gouvernement vietnamien, est plutôt symptomatique d'une stratégie d'exil forcé. Me Nam, accompagnée de sa mère et ses deux enfants, a été extradée au États-Unis dès sa libération, de manière à ce que ses critiques ne soient plus audibles au Vietnam.



### Quelques exemples d'autres défenseurs poussés à l'exil :

En octobre 2014, le blogueur indépendant Nguyen Van Hai (aussi connu sous le nom de Dieu Cay) a été libéré de prison – où il purgeait une peine de 12 ans – et immédiatement exilé aux États-Unis. En janvier 2017, le militant des droits humains [Dang Xuan Diêu](#) a pu sortir de prison avant d'avoir effectué la moitié de sa peine initiale, à condition de quitter le Vietnam. Au mois de juin de la même année, l'universitaire [Pham Minh Hoang](#) a quant à lui été déchu de sa nationalité vietnamienne et a dû quitter sa famille pour rejoindre la France. Le 7 juin 2018, ce sont [l'avocat des droits humains Nguyen Van Dai et son assistante Le Thu Ha](#), condamnés respectivement à 15 et 9 ans de prison, qui ont été libérés et exilés en Allemagne.

### **3- Comment peut-on agir en faveur des défenseurs vietnamiens ?**

Même à l'autre bout du monde, chacun d'entre nous peut agir auprès des défenseurs vietnamiens encore emprisonnés. L'ACAT a décidé de concentrer ses efforts sur trois cas dans le cadre de cette campagne : Le Dinh Luong, Tran Thi Nga et Nguyen Trung Ton. Vous pouvez nous faire parvenir vos mots de soutien à leur égard, que nous transmettrons de façon sécurisée à leur famille.

Sur les réseaux sociaux, vous pouvez partager nos vidéos de sensibilisation, signer notre pétition pour exiger leur libération, ainsi que partager leurs histoires.

En vous abonnant à notre newsletter, vous serez tenu informés de l'avancement de notre campagne et de la situation de ces défenseurs.

Enfin, si vous souhaitez aussi organiser une soirée-débat autour de la situation des droits humains au Vietnam, vous pouvez nous contacter et nous vous soutiendrons pour l'organisation de celle-ci.



# Pour aller plus loin

## ACAT France

- Notre dossier d'analyse : *Vietnam, le connaissez-vous vraiment ?*
- Page campagne : *Vietnam, le connaissez-vous vraiment ?*
- Focus dans Humains 05 : [« Le Vietnam traverse une période noire »](#) (Jade Dussart, responsable des programmes Asie)
- Focus Humains 07 : [Vietnam : condamnés à mort par erreur](#) (Jade Dussart, responsable du programme Asie)
- Focus Humains 09 : [Vietnam : entre charme et répression](#) (Jade Dussart, responsable du programme Asie)

## Sur l'ONG VOICE

- <https://vietnamvoice.org/en/> (site en anglais)

# Vous aussi, agissez pour les défenseurs des droits humains vietnamiens !

- Signez notre pétition en ligne
- Partagez nos vidéos et visuels sur les réseaux sociaux
- Signez nos appels du mois
- Écrivez aux défenseurs grâce à nos cartes de soutien
- Organisez votre projection-débat sur la situation au Vietnam



L'Action des chrétiens pour l'abolition de la torture (ACAT) est une ONG de défense des droits de l'homme, créée en 1974 et reconnue d'utilité publique. Fondant son action sur le droit international, l'ACAT lutte contre la torture, la peine de mort, et pour la protection des victimes, sans distinction ethnique, idéologique ou religieuse, grâce à un réseau de 35 000 membres. En France, elle veille au respect des droits des personnes détenues et défend le droit d'asile.